

Madame La Conseillère Fédérale Karin Keller-Sutter

Mesdames, Messieurs,

En 1995 j'ai pris connaissance par la presse écrite que plus de 100 000 milles personne avait subi par les Autorités de l'époque les pires maltraitances.

En prenant connaissance de ces dossiers concernant ces martyrs de l'abus de pouvoir j'ai pris consciences de l'étendue des souffrances, et des horreurs qui avaient été imposées par les autorités fédérales et Cantonales, à cette population déjà lourdement défavorisée socialement.

Les stérilisations forcées des femmes, les enfants retirés de force à leurs mères, les essais médicamenteux, les internements administratifs et psychiatriques, la destruction systématique des familles, la privation de scolarité, de formation professionnelle, ainsi que les salaires volés, ont indéniablement causé des effets désastreux, qui les ont rejetés hors de la société tout au long de leurs existences.

La liste de ces atteintes injustifiables, et inqualifiables étant très loin d'être exhaustives, les ont précipité à jamais pour la majorité, dans une existence de désolation, de désocialisation, de pauvreté, d'insécurité, dans un déracinement les privant irrémédiablement de toutes perspectives d'une vie digne de ce nom.

Après 40 ou 50 ans de silence, je dois malheureusement constater que la situation des personnes touchées, vulnérabilisées par ces discriminations n'a jamais été reconnue et prise au sérieux par les autorités concernées. Autorités obtues restées insensibles et imperméables à toutes revendications venant de leurs parts .Une irresponsabilité malgré une connaissance irréfutable des causes de tant de désolations. Bien que des Victimes par diverses actions aient bien tenté de faire prendre conscience aux autorités, les injustices perdurent encore et toujours à ce jour.

Il est évident que les mesures de réhabilitations des victimes de MCFA trouvent parfaitement leurs places et leurs applications dans une réhabilitation permettant aux personnes concernées de retrouver enfin une existence digne de ce nom.

Il est donc temps de mettre fin au jeu de massacre qui perdure depuis trop longtemps, accompagné de son cortège de traumatismes psychologiques et somatiques

Nous refusons d'être considérés comme des Citoyens de seconde zone. Ne nous laissez pas prisonniers d'un passé dont nous n'avons pas la responsabilité.

Il est donc indispensable que le travail de la CIE ne soit pas vain et que ses conclusions soient appliquées dans le plus bref délai.

J'en profite donc de remercier tous les acteurs de la CIE pour le sérieux du travail accompli, et plus particulièrement à Madame Sarah Zimmermann pour son accueil et sa gentillesse, mais également à Monsieur Elie Burgos qui m'a toujours été de bons conseils et a su faire preuve de beaucoup de patiences à mon égard.

Berne le 2 septembre 2019

Daniel Cevey